

Introduction à des documents de propositions.réflexions

Tous les politiques ne peuvent penser l'école qu'à travers ce qu'elle est, en reconnaissant tous qu'elle n'est pas satisfaisante. En quoi n'est-elle pas satisfaisante ?

- Ses « résultats » ne sont pas bons, tout au moins pas bons pour tous, d'après PISA¹.
- Elle n'est pas l'ascenseur social, tout au moins pas pour tous et de moins en moins.
- Elle ne correspond pas aux besoins de l'économie, elle ne « forme » donc plus les enfants pour cela.
- Elle ne résout pas les inégalités ou elle ne peut résoudre le fait que les inégalités sociales créent les inégalités scolaires.

Je ne trouve nulle part posée la question de sa finalité ! Pourquoi notre société aurait-elle besoin d'une école ? Le débat national et citoyen qui nécessiterait qu'enfin soit déterminée une finalité et une seule à un système éducatif et son école n'est jamais enclenché.

Pour l'instant la finalité de l'école publique a toujours été définie par l'État, pour les besoins de l'État. C'était clair et annoncé par Guizot (former – ou formater - les sujets dont la monarchie avait besoin) puis Jules Ferry (former – ou formater - les citoyens dont l'Etat Républicain avait besoin), c'est un peu moins clair et moins annoncé aujourd'hui, mais c'est toujours l'État qui décide des finalités même s'il n'arrive plus à aucune. Ceux qui ont à subir l'école ne savent d'ailleurs pas très bien pourquoi ils doivent s'y soumettre.

Je sais bien qu'en période électorale ce n'est pas le moment pour lancer un tel débat dans la Nation, débat dont on se doute qu'il faudra un certain temps, un certain sérieux et une grande tolérance pour arriver à un consensus. Ce d'autant que suivant la finalité définie, c'est toute la conception et l'architecture du système éducatif qui seront bouleversées (voir à ce sujet le rapport fait par France-stratégie : <http://www.strategie.gouv.fr/publications/finalite-ecole>.) On craint aussi que cela se traduise par des luttes d'opinion, que les citoyens ne soient pas assez matures ou raisonnables ou éclairés pour discuter d'un tel sujet qui les touche au plus profond de leurs êtres (leurs enfants) et qui impacte aussi toute la société. Il est vrai qu'ils sont très peu informés pour être éclairés, l'Education nationale s'en garde bien, je ne sais pas d'ailleurs si les politiques le sont plus, éclairés !

Ce dont ne se rendent pas compte les politiques, c'est que dans la population, un nombre croissant de parents, d'enseignants, aspire à une école qui soit simplement humaniste, qui offre à leurs enfants ou élèves simplement les conditions pour se construire en adultes autonomes, épanouis, pouvant développer tous leurs potentiels, sans se préoccuper de « résultats », d'un futur métier dont d'ailleurs personne ne sait ce qu'il sera. On les trouve dans toutes les couches sociales, de toutes opinions politiques. Si ce n'était faute de moyens financiers, l'école publique se viderait peu à peu de ceux qui voudraient que leurs enfants aillent dans une école alternative s'il y en avait une (voir <http://appelecolesdifferentes.blogspot.fr/>). D'ailleurs l'État ne s'y est pas trompé et entrave fortement la création d'écoles alternatives qui ne soient pas à peu près dans la même conception que l'école publique (récent décret de Najat Valau-Belkacem <https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2016/10/28/MENE1624093D/jo/texte>)

¹ Les résultats PISA de pays comme la Finlande ou la Corée sont la résultante de choix éducatifs cohérents mais radicalement opposés. Mais ce sont aussi des choix de société, donc de finalités.

Aucun programme ne peut être crédible et porteur d'avenir, au moins en ce qui concerne l'école, s'il ne prévoit pas de lancer le débat de sa finalité et de lui donner les moyens de se faire. Aucun ingénieur ne peut concevoir un système s'il ne sait pas à quoi et pour qui il va être utile. D'autre part tout le monde sait aussi qu'on ne peut pas mettre un peu d'essence dans un moteur diesel (ou l'inverse), c'est pourtant ce qu'essaient de faire par leurs réformettes tous les gouvernements. Je me permets de souligner que les seuls partis politiques à qui le cadre actuel convient parfaitement à leur idéologie et qu'ils n'auront qu'à rendre plus rigide sont les partis d'extrême droite. En ce sens ils sont cohérents.

Chaque programme politique se contente de partir de la conception actuelle du système éducatif (chaîne industrielle et tayloriste scolaire), du cadre existant en le rendant ou plus hard (extrême droite, anti-pédagogues) ou un peu plus soft (un peu de pédagogie). **Aucune autre solution en dehors des moyens** (*...dans ces six mille classes de CP et de CE1, je diviserai par deux le nombre d'élèves par classe...* discours de Lille d' Emmanuel Macron)

Or, dans une opinion très partagée et depuis longtemps à propos de l'école, où se mélangent et s'opposent les conceptions des apprentissages, les conceptions étatiques et les conceptions humanistes, libertaires ou libertariennes, les croyances en l'égalité par l'uniformité pour les uns, par la différence pour les autres, il existe des mesures simples et de bon sens qui, si elles ne changeraient pas radicalement l'école, entameraient une transition, donneraient un peu de souffle et le temps d'enfin s'accorder sur la direction que doit prendre notre système éducatif.

Si cet article provoque quelque intérêt, je me propose de soumettre quelques propositions dans d'autres textes.